



LA FEDERATION COMMUNIQUE

FRALIB EN LUTTE DEPUIS PLUS DE 960 JOURS

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DOIT TENIR SES ENGAGEMENTS

Ce matin, les salariés de Fralib à Gémenos (13) se sont présentés au Ministère de l'Agriculture pour convaincre le Président de la République, qu'ils ont rencontré à plusieurs reprises alors qu'il était candidat socialiste, à respecter ses promesses électorales, notamment concernant l'emploi, la marque « Eléphant » et les volumes de production..

La justice de la République a, dans son arrêt du 28 février dernier, annulé pour la 3^{ème} fois le plan de licenciements et de fermeture de l'usine de thé et infusions Fralib à Gémenos. Le gouvernement qui, sur ordre du Medef, refuse une loi d'amnistie pour les militants syndicaux sanctionnés lors de conflits sociaux, pour n'avoir fait que défendre les revendications des salariés, ne bouge pas le petit doigt pour faire appliquer cette décision de justice par le groupe Unilever.

La démocratie et la justice exigent que les engagements de campagne électorale se concrétisent par celles et ceux qui les ont pris une fois élus. C'est ce que les salariés de Fralib sont venus rappeler au Président de la République. Le Président de la République doit honorer ses engagements et les rendre concrets en mobilisant tous les moyens nécessaires pour imposer de véritables négociations au groupe Unilever et que celui-ci assume toutes ses responsabilités dans la mise en œuvre du projet alternatif de création de la SCOP T.I pour le maintien des emplois et de l'activité industrielle de production et conditionnement de thé et d'infusions à Gémenos.



Les salariés de Fralib en lutte depuis plus de 960 jours ne se contentent plus de promesses, ils exigent des actes concrets !

L'initiative a permis que les salariés soient reçus à l'Élysée aujourd'hui. Des réunions de travail sont programmées dans les jours à venir.

Paris,
Ministère de l'Agriculture,
Le 17 mai 2013